

Adam Semeur

**Ces 6 menaces
qui nous
guettent**

NOUVEAUTÉ

Offrez-vous la Vérité !

Adam Semeur

**Ces 6 menaces
qui nous guettent**

INTRODUCTION

En 2004, un événement s'est produit dans ma vie. Ce phénomène arrive à un 1% de la population mondiale. Seulement 15 % des personnes concernées se souviennent de cette expérience. Il s'agit d'une expérience de mort imminente ou E.M.I.

Depuis cet arrêt cardiaque que j'ai eu au cours d'une opération, ma vie a changé du tout au tout. J'ai revu le film de ma vie en accéléré. J'ai également vu le fameux tunnel de Lumière très attirant au demeurant mais dont

l'entrée m'a été refusée car je n'avais pas fait ce que je devais faire sur cette Terre. A savoir : aimer et aider.

Une décorporation s'est produite avant que mon âme ne réintègre son enveloppe charnelle au moment de l'utilisation du défibrillateur de l'équipe médicale.

Au cours de ce bref passage dans le tunnel de Lumière, j'ai reçu une mission : informer le monde de cinq menaces planétaires. Je me suis permis de rajouter la menace cybernétique.

Durant cette expérience de mort imminente, j'ai senti à quel point l'amour était important. Aussi bien l'amour de sa famille que l'amour en général.

Ma vie, suite à cette expérience, pour moi qui n'était pas croyant, a été totalement transformée.

Athée, je suis devenu croyant et ouvert d'esprit. Depuis cette expérience, j'ai constamment cherché à comprendre d'où nous venions et où nous allions.

J'ai ensuite aimé beaucoup plus les gens qu'auparavant. Quand à ma peur de la mort, elle a totalement disparue.

Une chose qui ne m'a jamais quitté, c'est le fait d'aborder un jour où l'autre ces cinq (plus une) principales menaces qui concernent l'humanité.

Au moment où s'est produite cette EMI, je ne me doutais pas que ces menaces allaient prendre une si grande importance.

En 2019, quinze ans après, ces sujets sont devenus vitaux et primordiaux pour notre avenir. Voilà pourquoi je vous les expose de la manière la plus simple possible aujourd'hui.

La menace environnementale

La première menace qui nous guette est la menace environnementale. Elle est vitale et fondamentale !

Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui à énormément évolué depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

L'occident du début du vingtième siècle s'est modernisé. Il représentait l'essentiel du produit intérieur brut (P.I.B.) mondial et une majeure partie de la population de la planète.

Depuis le début des années 80, l'Asie et plus généralement les pays en voie de développement ont vu leur P.I.B. exploser et leur développement s'accélérer.

Nous avons donc eu un premier choc environnemental suivi par un second choc dû au développement du reste du monde à cheval entre la fin du vingtième siècle et le début du vingt-et-unième siècle.

Depuis les années 2000, le reste du monde y compris l'Afrique s'industrialise également à grande vitesse.

La population mondiale est passée de 1,8 milliards en 1900, à 7,7 milliards en 2019 et nous seront probablement 10 milliards en 2050 si rien ne change.

La Terre qui est notre grenier est avant tout une planète vivante aux équilibres fragiles.

Depuis les débuts de la révolution industrielle des pays occidentaux, le taux de rejet de CO₂ dans l'atmosphère n'a cessé d'augmenter.

Jamais depuis trois millions d'années les parties par million (P.P.M.) de CO₂ dans l'atmosphère de la Terre n'ont été aussi élevées. Ce niveau de PPM augmente tous les ans et il est hélas corrélé aux températures à la surface de la Planète.

L'Onu parle d'un maximum de sept degrés en plus d'ici à 2100.

C'est énorme, c'est trop !

Avec le réchauffement climatique, les plus gros défis de nos dirigeants politiques mondiaux seront de nourrir la planète, de garantir que la Terre puisse conserver sa faune et sa flore, de faire face aux événements climatiques de plus en plus extrêmes, de maintenir une croissance économique tant bien que mal et enfin de répondre aux exigences des marchés en terme de profits à moins de changer de paradigme entre temps.

Les conséquences de ce réchauffement climatique qui s'emballerait seraient catastrophiques à plusieurs niveaux.

D'une part, la mortalité humaine augmenterait sensiblement, l'énergie manquerait, d'autre part les espèces animales, la flore se raréfieraient tout comme les ressources en eau douce et la quantité de nourriture disponible pour tous.

Les conséquences seraient alors inévitables. Des guerres pour les ressources éclateraient. Ne parlons même pas des centaines de millions de réfugiés climatiques qui déstabiliseraient tous les continents.

Les tornades qui touchent la France ainsi que les épisodes de pluies et tempêtes qui touchent l'arc méditerranéen sont par exemple un des nombreux symptômes de la hausse des températures terrestres et maritimes.

En 2019, la France, l'Inde et d'autres pays ont connus des températures estivales records.

Les incendies en Amazonie, en Afrique, et aussi le fait que ces mêmes forêts jouent un rôle de poumons planétaires font que la libération de PPM de CO₂ s'accélère encore plus cette année.

Les surfaces vertes diminuent d'année en année à cause de l'urbanisation et de ces incendies. Le phénomène provoque donc par voie de conséquence une augmentation des températures mondiales.

Al Gore nous l'avait démontré dans son film « Une vérité qui dérange ».

La hausse du CO2 et la hausse des températures sont fortement liées.

Il faut donc s'occuper de cet énorme problème d'environnement. Nul besoin d'égrainer l'ensemble des soucis liés à l'environnement car la liste est bien longue.

Le continent de plastique dans l'océan pacifique est un exemple réel parmi tant d'autres.

Le devenir des centrales nucléaires dans un monde devenu trop chaud est entre autre une préoccupation majeure.

Aussi, il nous faut réagir immédiatement pour sauver la vie de l'ensemble de l'humanité ainsi que la faune et la flore.

Dans un premier temps, il nous faut changer de doctrine.

Une bonne partie de nos hommes politiques ainsi que l'élite financière mondiale croient que tout va durer comme avant. Ceci est totalement faux !

L'âge de certains d'entre eux et leur confort leur font oublier que les conséquences seront là à court, moyen et long terme.

D'autres personnes issus de l'élite mondiale voir certaines personnes dans l'opinion publique pensent cyniquement que les guerres permettront à la population de se réguler avec cette fameuse phrase que nous avons tous entendu : « nous sommes trop nombreux sur terre ».

Sachant que le problème c'est toujours l'autre mais jamais nous. Une autre solution utilisée par certaines entreprises consiste à faire du greenwashing mais c'est un leurre.

Il nous faut des solutions pour les transports, l'industrie, l'alimentation et la pollution en général.

Ces solutions passent par des blocs de pays ou des pays-continent capable d'influencer toute la planète.

La première mesure à prendre pour sauver cette terre c'est de limiter les naissances dans le monde entier.

Nous ne pouvons pas accepter que les masses de population s'affrontent pour manger, boire ou pour tout simplement survivre.

La Chine a su entre 1979 et 2015 faire la politique de l'enfant unique pour préserver sa population et éviter une implosion du pays. Cette décision fut difficile à prendre et à appliquer mais, au finale, ce fut une décision sage et visionnaire pour l'époque.

Avec le monde de la robotique qui se démocratise sous nos yeux, le chômage et la misère risquent de s'accélérer et d'autant plus si la population mondiale augmente.

Ce n'est pas à la guerre, à la famine, aux conflits intérieurs et aux changements climatiques de réguler la population mondiale mais c'est à l'humanité de réguler sa population afin d'éviter le pire.

Il ne s'agit pas pour un occidental de la classe moyenne de faire une leçon de démographie au monde.

Mais ce qu'il faut percevoir, c'est le facteur environnemental qui change complètement la donne sur le sujet. Nous devons fixer au niveau du monde un objectif de population mondiale maximale.

Il est préconisé que ce soient des instances internationales de type ONU qui gèrent le sujet avec des moyens de communications et aussi des mesures de rétorsions pour les pays potentiellement réfractaires.

Il faudrait aussi retirer des mentalités actuelles la notion de lien entre la démographie et la puissance économique pour arriver à cet objectif.

Il nous faut aussi séparer la notion de profit et la notion de production de produits fossiles. Il faut récompenser par des incitations financières les innovations non polluantes et taxer les innovations polluantes.

Nous devons aussi favoriser les mobilités douces et les alternatives aux transports polluants.

Les brevets existent pour se substituer au pétrole mais certains états et autres lobbys font pression pour utiliser jusqu'au bout les énergies fossiles.

Aussi, jusqu'à quand ces états et autres lobbys réaliseront qu'ils font fausse route et que des alternatives sont possibles et tout aussi

rentables. Cela demande une transition accompagné par les États.

Mais une transition rapide car l'urgence est là !

Les produits issus du pétrole sont également concernés par cette évolution.

Les carburants ne sont pas les seuls polluants, ils sont un des nombreux problèmes de pollution de notre planète.

Quels sont les risques à ne rien faire ?

Les risques ne sont pas pour dans 5 ou 10 ans, ils sont pour demain.

Demain, nous pouvons avoir des tornades, des canicules de plus en plus insupportables pour tous, des manques de nourritures, un manque d'eau, une inflation des prix des biens de consommation courante, des mers et des océans sans poissons, des stations de ski sans neige et j'en passe.

Nous pouvons avoir une Afrique et d'autres pays du monde qui, faute de ressources suffisantes, débarquent au sens propre, en Europe ou ailleurs et de manière massive.

Avec les risques que cela comporte pour les équilibres ethniques, religieux et démographiques.

Demain des problèmes sanitaires liés au réchauffement et aux déplacements risquent de surgir sans que nous puissions apporter de réponse immédiate.

Demain, c'est migration entre autres causée par des phénomènes climatiques risque de poser des problèmes de stabilité dans de nombreux pays du monde et sur l'ensemble des continents.

Qui a envie d'un enfer climatique ? Qui a envie d'un monde que même la science-fiction n'a osé imaginer si ce n'est éventuellement le film : « Soleil vert » des années 70.

Et enfin, qui a envie que les gens s'affrontent les uns contre les autres pour des raisons ethniques ou religieuses alors que le vrai fond du problème, nous le savons tous, c'est à la base d'avoir la possibilité de vivre normalement et décemment.

La baisse de la population mondiale ou sa stagnation ne sera hélas pas suffisante.

Il nous faudra changer nos habitudes à 100 %. Aussi tant que des comportements et des vies vertueuses n'auront pas remplacés nos modes de vie actuels nous continuerons à nous autodétruire.

Des leaders mondiaux à savoir les Etats-Unis et la Chine aux vues de leur puissance ne sont pas tentées d'aller vers des comportements vertueux. Pour les premiers, il est de nier la réalité afin de maintenir sa première place dans le monde. Et pour le second, sa doctrine nationale est de nourrir sa très nombreuse population et pour cela elle est prête à marcher subtilement sur le reste du monde pour arriver à ses fins.

La réalité est que tous les pays du monde doivent se plier à cette nouvelle doctrine car si les deux leaders mondiaux ne suivent pas alors le monde ira à sa perte.

La croissance doit devenir verte. Les pays les plus pollués ne pourront pas continuer indéfiniment sur cette route car ils auront le monde entier contre eux si rien ne change. C'est en faisant pression que nous arriverons à des résultats. Nous n'avons plus rien à perdre hélas.

L'environnement doit devenir la priorité mondiale bien avant les profits des entreprises du monde.

Les profits du monde doivent être en accord avec les bienfaits environnementaux qu'ils génèrent.

La menace de la dictature ultra-libérale

Le second thème de mon essai est la montée en puissance d'une dictature ultra-libérale mondiale ou tout simplement d'une dictature de la finance.

Depuis que le monde existe les notions de besoins, d'échanges, de territoires, de raretés et de domination par l'argent ou par le pouvoir ont toujours été au cœur des rapports humains.

Si nous prenons plus récemment l'exemple de Napoléon, les banques finançaient déjà les guerres entre la France et l'Angleterre.

Autant dire que le lien entre l'argent et le pouvoir n'est pas un phénomène nouveau.

Autre exemple, les personnes les plus aisées ou influentes des villages et des villes devenaient Maires. C'est d'ailleurs encore le cas.

Cela prouve quelque-part une certaine domination par l'argent et le pouvoir sur les populations.

Sans oublier les seigneurs, les rois et les empereurs, au cours du Moyen-Âge et des périodes monarchiques, qui avaient droit de vie ou de morts sur leurs peuples. Le droit divin étant le prétexte à cette domination.

En 2019, la nouveauté, si on peut dire, réside dans un subtil mélange des genres. Il ne s'agit plus comme à une époque de pouvoir royal ou de féodalité mais de pouvoirs économiques et financiers qui donnent leurs instructions au pouvoir politique via la démocratie. Et comme le dit le dicton : « l'argent est le nerf de la guerre ».

Au début du vingtième siècle, les rois se partageaient l'Europe. Aujourd'hui le monde est entre les mains d'une finance 2.0 à la fois nomade et impitoyable.

Ce n'est plus seulement l'industriel ou l'entreprise qui dicte sa loi aux hommes politiques, ce sont les profits et les objectifs de profits qui déterminent en début de chaîne la politique des états.

Certains citoyens étant réduits à l'état de coût salariaux à diminuer au maximum, d'autres étant les dominants car détenteur de capitaux fixant leurs lois du marché au monde entier.

Les révoltes en 2019 au Chili, en France et au Liban sont des preuves que le capital capte trop d'argent par rapport aux salariés. La répartition des richesses est de plus en plus injuste entre les actionnaires et les travailleurs.

La faute à qui ? Une grosse partie de la responsabilité réside dans le fait que la bourse ressemble de plus en plus à un casino sans régulation. **Les profits vont aux actionnaires et les pertes vont aux peuples.**

Une autre partie de la réponse se trouve probablement dans les fonds de pensions qui exigent des rentabilités de l'ordre de 15 % par an. Sur la durée c'est intenable tant au niveau des prix de vente des produits qu'au niveau des marges. C'est à la limite suicidaire. Et nous le voyons, les peuples n'en peuvent déjà plus !

Alors quelle est la définition d'une dictature ultra-libérale ? C'est tout simplement quand le monde économique et financier façonne et dicte sa loi au monde politique et indirectement aux citoyens. Le tout de manière irréversible sans que personne ne puisse plus contester ce système.

Par exemple la notion de réguler la finance en mettant l'environnement et l'Homme au cœur de la société est subversif pour la finance car seul les profits comptent.

La dictature ultra-libérale dans certaines parties du monde est déjà en place.

Ce phénomène ultra-libéral n'est pourtant pas nouveau.

L'école de Chicago avec sa doctrine dite libérale s'est imposée dans les années 80 dans de nombreux pays comme le Chili, les États-Unis, la Grande-Bretagne et bien d'autres.

La politique du Président Macron n'est-elle pas tout simplement une application du modèle libéral ? Le rallongement de la durée du travail tout au long de la vie, la réduction des acquis sociaux de 1945 et des acquis sociaux en général, le transfert de la dette sur le peuple par le biais des taxes, ainsi que l'inflation des prix pour satisfaire l'actionnaire et la hausse en valeur des rentrées fiscales en TVA ne sont-ils pas des preuves que la France bascule vers un modèle ultra-libéral ?

Comme le dit Naomi Klein dans son livre « La stratégie du choc », la politique ultra-libérale est parfois imposée aux peuples de gré ou de force avec des moyens plus ou moins légaux ou moraux.

En décembre 2018, si le Président Macron a cédé au mouvement des Gilets Jaunes c'est parce que le pays était au bord de l'implosion.

Lâcher une quinzaine de milliards était moins coûteux que de faire face à une refonte totale du système financier en France. Au Chili en 2019, ce fut exactement le même scénario.

Cependant, la finance a de la réserve ainsi qu'une stratégie quasiment infaillible pour dominer ce monde.

Prenons l'exemple de l'endettement. Petit à petit, les États dominés par la finance se plient à la volonté des marchés financiers par l'intermédiaire de l'endettement des États.

Il s'agit d'une influence sournoise qui s'exerce sur les pays endettés. Et comme on dit, c'est celui qui paye qui décide.

Ne parlons pas des intérêts croisés de certains hommes politiques qui sont parfois actionnaires d'entreprises, et qui, pour une autre partie des hommes politiques, sont souvent soumis aux désirs des plus riches.

Alors pourquoi parler de dictature ?

Tout simplement parce que cette finance internationale va de plus en plus utiliser les moyens publics et technologiques des Etats pour dicter sa loi aux peuples.

George Orwell n'avait-il pas parlé de dictature dans son célèbre livre « 1984 » ?

A la différence de la Corée du Nord ou de certaines dictatures, les pays occidentaux sont de moins en moins des démocraties et de plus en plus des démocraties. Le peuple croit qu'il décide mais au final c'est la bourse et la finance qui commandent par l'intermédiaire des « laquais » qui exécutent les ordres.

L'informatique, la robotique, l'intelligence artificielle aident aussi cette dictature à appliquer ce nouveau dogme.

On nous impose le paiement sans contact et les paiements en liquide sont de plus en plus limités.

On nous dit que c'est mieux de supprimer le papier mais, paradoxalement, les démarches administratives sont de plus en plus compliquées.

L'objectif caché est que les peuples doivent continuer à réfléchir à leurs tracas quotidiens.

Ainsi, ils ne se penchent pas, comme moi, par exemple, sur l'avenir du monde et ce vers quoi il se dirige.

On généralise les contrôles automatiques de véhicules et de visages. Les capteurs sonores font leur apparition dans certaines villes. Les smartphones sont géo-localisables. Les voix sont enregistrées à notre insu par les GAFA. Ces données sont ensuite utilisées pour le monde de l'entreprise ou pour les services de renseignements des Etats.

Les chaînes de type Netflix sont aussi aux mains de milliardaires qui décident des contenus diffusés ou pas, alors qu'auparavant, les DVD permettaient encore de regarder et de stocker des contenus considérés aujourd'hui comme subversifs.

Le confort et le côté pratique qu'apportent ces chaînes de streaming, poussent les utilisateurs à s'abonner. Cependant, le contenu de ces chaînes est nettement moins riche que l'ensemble des œuvres existantes disponibles.

Bref, on contrôle de plus en plus les individus au nom de leur sécurité.

L'élite mondiale et financière, pour des raisons aussi anciennes que les rois d'une certaine époque, rêve et tente à nouveau d'imposer une féodalité.

Le rentable survit, le couteux et « l'inutile », doivent disparaître selon cette nouvelle doctrine.

Ceci est hélas de plus en plus une réalité mais une petite frange seulement de la population se rend compte de l'arnaque.

Prenons l'exemple des matchs de football. Avant l'ère des paris sportifs, les enjeux étaient nationaux. Le jeu des joueurs déterminait le résultat d'une équipe. Il pouvait y avoir des arrangements entre Etats pour favoriser une équipe plus qu'une autre pour des raisons de politique internationale.

Mais cela était anecdotique.

Aujourd'hui, ce sont les entreprises de paris sportifs qui ont la main sur les jeux et sur les compétitions sportives de haut niveau même si la géopolitique entre toujours en jeu dans les résultats.

De la même manière que l'argent a acheté le sport la finance est partout dans nos vies. Il suffit de voir l'influence du Qatar et de la Chine sur le sport international.

Qui aurait cru faire une coupe du monde dans un pays où il fait cinquante degrés en été. Qui aurait cru que les matchs européens aient lieu en Chine ? Les chinois ne sont-ils pas les plus gros parieurs de la planète ?

Cette démocrature s'installe, petit à petit, centimètre par centimètre. Aussi, tout le monde ne la perçoit pas de la même manière. Les partisans du : « je n'ai rien à me reprocher donc ça ne me dérange pas d'être filmé ou que ma vie privée soit écoutée » ne mesurent pas que, bout à bout, toutes les informations les concernant constituent les barreaux de notre future prison.

Souvenez-vous de l'époque de la Stasi où tout était contrôlé et où les habitants de l'ex-RDA n'avaient plus aucune liberté. Tout ceci était au nom de leur bien disaient-ils !

La réalité est que les allemands de l'Est souffraient énormément de cette dictature.

Aussi, vous pouvez vous demander quel est le rapport entre sécurité publique et informations à caractère privé ?

Justement, le secteur privé est de plus en plus en collusion avec le secteur public. Il suffit de regarder le « laboratoire » chinois qui risque d'être notre futur modèle pour se rendre compte que dans ce pays désormais informatisé, les individus sont surveillés comme le lait sur le feu.

Et le pire, c'est que les Chinois n'y voient justement que du feu. Tout ceci, au nom du patriotisme et du nationalisme ou tout simplement de cette « mentalité » asiatique qui met le collectif avant l'individu.

Cette notion de surveillance est tout à fait acceptée là-bas. Seules les victimes de ce nouveau Big Brother chinois souffrent de cet enfer numérique. A savoir, les contrevenants au régime du pays, qu'ils traversent hors des passages piétons ou bien encore qu'ils écrivent une phrase contraire à la pensée communiste par exemple.

Plus généralement, depuis l'avènement de l'électronique dans notre quotidien, notre monde est de plus en plus sous surveillance. Aucun pays ne fait exception.

Au fil du temps, nous avons eu l'arrivée : des PC, des téléphones portables, des smartphones, des caméras de surveillance, des enceintes connectées. Aujourd'hui, tous ces objets collectent à coup d'algorithmes nos données personnelles « pour notre bien ».

Si à cela, nous ajoutons la majorité des médias mondiaux comme les chaînes de télévisions, les journaux nationaux et régionaux qui sont les propriétés d'entreprises privées ou de banques.

Si enfin, nous ajoutons que les campagnes de certains hommes politiques sont financées par ces mêmes entreprises privées, nous arrivons à un mélange des genres qui peut aboutir à un modèle de société où le privé s'imisce dans la vie des citoyens avec les dangers que cela comporte.

Le gouvernement du Président Macron n'a-t-il pas fait voter une loi (Alicem) afin de généraliser la reconnaissance faciale pour les démarches administratives ?

Aussi, nous aurions dans nos sociétés dites modernes une reconnaissance faciale pour payer nos achats ou pour nous identifier à chaque coin de rue.

Les smartphones, par le biais de la reconnaissance faciale, digitale ou auditive, sauraient où nous sommes, qui tient le téléphone à l'instant T, et quels produits nous achetons.

Les radars connaîtraient nos parcours en voitures.

Nous aurions comme en Chine et, petit à petit, une amputation programmée de nos libertés et ce pour notre bien. Bien évidemment.

Le couple société ultra-libérale et pays sous totale surveillance irait de pair pour imposer un modèle où aucune contestation n'est possible.

C'est donc là que réside le danger de cette menace de dictature ultra-libérale.

Nous le voyons bien au quotidien, les simples petites infractions commencent à être pénalisées de manière automatique.

Il suffit de voir le panel de PV qu'un seul radar peut engendrer.

Demain, les délits seront-ils réprimés automatiquement ?

Y aura-t-il des délits et des crimes empêchés et réprimés préventivement ?

Le tout, anticipé par l'intelligence artificielle et officiellement au nom de la sécurité publique mais parfois officieusement pour empêcher la contestation du système ? La question peut se poser !

Ce livre sera-t-il d'ailleurs disponible dans les bibliothèques numériques sachant qu'il est extrêmement contestataire et, à la limite, dangereux pour l'establishment qui veut maintenir le système en place ?

Prenons l'exemple des États-Unis où les magasins Amazon permettent d'effectuer vos courses et de payer sans aucune action du consommateur.

Prenons à Paris ces magasins ouverts le soir et les dimanches avec des caisses automatiques.

Le capital réduit les coûts salariaux.

Il demande aux politiques à coup d'influence de favoriser le travail et les ouvertures les soirs et le dimanche, sans majorations salariales, et c'est en ça que, petit à petit, cette dictature s'impose lentement mais sûrement.

Si vous prenez la répression automatique par vidéo-verbalisation des véhicules non assurés ; cela incite les automobilistes en situation délictuelle à contracter par la force des choses une assurance. Cela est très positif en soit.

La raison sous-jacente de cette mesure est que les automobilistes soient tous assurés à terme. Même ceux qui n'en ont pas les moyens. Les grands gagnants dans tout ça ce seront d'une part l'Etat qui aura dans un premier temps des rentrées fiscales mais aussi, d'autre part, les compagnies d'assurances qui auront un supplément de personnes assurées.

Au final, le perdant dans cette histoire est le client qui ne bénéficiera pas de la baisse des primes d'assurance dû à cette augmentation de véhicules assurés. Il s'agira donc d'un cadeau une fois de plus fait au capital au nom de la sécurité publique par l'intermédiaire de politiques sous influence.

Il en va de même avec l'assurance maladie qui ne contrôle pas le nombre de cartes vitales distribuées aux assurés. On pourrait presque croire que l'objectif à terme est une implosion du système en vue d'une privatisation.

Il y donc de plus en plus collusion entre monde politique et finance mondiale. Un mélange des genres qui aboutit à une dictature invisible, inaudible, et non perceptible.

Les lobbys sont trop puissants pour que les hommes politiques ne se laissent pas corrompre.

Il y a certains hommes politiques qui cumulent leur fonction (politique) avec la direction ou la gestion d'une entreprise privée.

Ceci ne doit plus exister.

Dans cette dictature qui se profile, l'élite n'aime pas quand une personne n'est pas traçable ni « traquable ». Le simple fait de ne pas avoir de compte bancaire, de ne pas posséder de smartphone, de vivre à la campagne ou d'être autonome dérange le système.

Aussi, dissimuler son visage avec un masque est un délit et ne pas avoir de boîte mail devient très suspect et cela exclu les personnes qui n'en possèdent pas. Non pas que la personne soit un terroriste. Mais la dictature perçoit ces comportements comme une menace.

Dans ce nouveau type de société dit en « démocrature », un crime ou un délit, au sens actuel du terme, représenterait un danger bien moins grave qu'un comportement de citoyen qui se marginaliserait de la société en se coupant du monde.

Si vous prenez un retraité ou un citoyen qui souhaite payer ses impôts par chèque ou qui ne télé-déclare pas ses impôts car il souhaite envoyer sa déclaration par la poste, il devient alors un exclus de la société. C'est en soit une forme de dictature.

Dans le futur, ce système « policier » avec ses propres critères, utilisera certains algorithmes de l'intelligence artificielle pour définir si une personne a un comportement non-conventionnel et donc potentiellement dangereux que ce soit sur la voie publique ou dans sa vie en général.

Dans la démocrature de demain, des livres comme « 1984 », des films comme « Ennemi d'Etat » ou comme « Orange mécanique » seront jugés comme subversifs car susceptibles de remettre en cause le système

politico-financier mondial.

Est-il encore temps pour faire face à cette dictature ?

A la base, le socle démocratique de nos sociétés occidentales est vertueux.

Malheureusement, cette démocratie a été corrompue par la finance mondiale. Aussi, si les injustices et le manque de répartition des richesses continue à s'accélérer, et si le réchauffement climatique s'accroît, alors ce système sera balayé comme un château de carte.

Cette dictature privé-publique-numérique qui se dessine sous nos yeux, que deviendrait elle si, en fonction du cours de l'histoire des pays, elle basculait vers une dictature de type : autoritaire, communiste, néonazi ou enfin islamiste. Dans tous les cas, s'en serait fini de nos libertés !

Reprenons l'exemple de la Chine.

Ils ont instaurés un système de points aux citoyens. Si le citoyen perd des points, il perd des droits comme par exemple celui de voyager, d'avoir des enfants, de conduire ou de travailler.

Tout ceci est très grave ! Il y a même des écrans qui affichent publiquement les photos des citoyens non respectueux ou non vertueux. Si on suit cette logique, seuls les citoyens obéissants doivent vivre ? Qu'en sera t-il en occident si nous poursuivons sur cette voie ?

Le régime communiste chinois a donc donné ses prérogatives, et, l'intelligence artificielle se charge désormais d'appliquer drastiquement la dure et la molle répression des masses.

Donc, avec l'intelligence artificielle qui se démocratise tout devient paramétrable.

Elle n'est plus seulement une aide à la décision militaire.

L'intelligence artificielle, en fonction des buts de ceux qui ont le pouvoir, permet de définir ce qui est bien ou pas, ce qui est autorisé ou non.

Transgresser ces nouvelles règles est plus rapidement réprimé que certains délits ou certains crimes.

Pour se prémunir de ce type de dictature numérique, il convient de mettre de la déontologie dans les rapports entre les Hommes politiques et les entreprises. Il faut rompre l'influence de la finance sur le monde politique.

Les entreprises n'ont pas vocation à diriger le monde, ni la finance. **Le mot démocratie veut dire le pouvoir au peuple et pas le pouvoir aux entreprises et aux banques.**

Par le biais des dettes publiques, la finance nous a « ficelé comme des rôtis » afin de mieux obtenir ce qu'elle veut de nos élus. Il faut que les peuples s'émancipent de ce dictat de toute urgence.

En ce qui concerne les entreprise numériques, ces dernières ne doivent transmettre nos informations ni aux armées ni aux États. Cela va à l'encontre de la liberté des peuples.

Il est vital que Google et Yahoo par exemple ne renseignent plus l'armée américaine ni la NSA.

Au niveau des médias, il faut interdire aux banques ou à certaines entreprises de les posséder. Il s'agit d'éthique.

Il faudrait également que les campagnes électorales ne soit plus financées par des entreprises privées qui n'attendent qu'un retour sur investissement avec les risques qui vont avec pour la démocratie.

Les États doivent servir les citoyens. Ils ne doivent pas se servir des citoyens.

Le paradigme doit donc être l'intérêt collectif mais pas l'intérêt d'une élite qui fixe les curseurs de l'intelligence artificielle pour arriver à ses fins.

Alors pourquoi ? Pourquoi réagir maintenant ?

Tout simplement parce que si nous continuons sur ce chemin et sans garde-fous, les peuples n'auront plus aucune prise sur le monde et il sera trop tard.

A moins d'un chaos généralisé et totalement envisageable aux vues des menaces qui planent sur notre planète, il nous faut d'urgence réagir à ce cancer qui ronge nos démocraties.

Pour autant, nous ne devons pas retourner à l'âge de pierre car la sécurité publique par exemple nécessite un minimum de moyens techniques.

Il nous faut de l'éthique. Une stricte et drastique séparation entre le privé et le public pour garantir les libertés des citoyens.

Sur un plan plus économique, nous pouvons aussi souligner que cette même délinquance qui est combattue avec ces nouvelles technologies par des États soumis aux marchés n'est en grande partie que le résultat d'une lutte des classes. Délinquance engendrée par une misère institutionnalisée par les puissants.

Les puissants préférant s'en mettre pleins les poches plutôt que de partager au risque d'avoir une société violente.

Cette solution est hélas largement préférée à la répartition des profits.

Ainsi, la sécurité publique des Etats, soumise aux lobbys, utilise l'IA (Intelligence Artificielle), moyen efficace et peu coûteux, pour appliquer cette politique injuste.

La violence étant engendrée par cette mauvaise répartition des richesses, la société de surveillance devient un prétexte tout trouvé pour garantir la sécurité publique alors que la sécurité publique commence par une suppression de la violence des classes des plus riches envers les plus pauvres.

Officiellement pour notre sécurité nous n'aurions plus de libertés publiques. Mais en fait, concrètement, nous serions surveillés pour garantir aux riches la pérennité d'un système totalement inéquitable.

Il y a donc urgence à réagir contre cette toile d'araignée qui se tissent, jour après jour, sous nos yeux et qui va nous emprisonner.

L'autre constat de cette dictature est le fait que les prix des marchandises ne tiennent plus compte seulement des coûts de production mais de plus en plus des objectifs de profits des entreprises. Cela démontre que la régulation par l'Etat de ces abus est inexistante. Pire, il y a une collusion entre entreprises privées et les Etats. Les uns servant les autres au lieu de servir le peuple.

Auparavant, le prix des marchandises dépendait de la rareté des matières premières, du coût de la main d'œuvre, de la solvabilité des personnes ou tout simplement de l'offre et de la demande. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le prix d'un produit dépend essentiellement de l'exigence par la bourse de bénéfices tirés de la vente de ces produits.

Nous devons supprimer ce paradigme du bénéfice à tout prix pour remettre l'Homme et l'environnement au cœur des objectifs des marchés financiers et des politiques publiques.

A titre d'exemple, il y a quarante ans, les supermarchés étaient moins chers qu'aujourd'hui. Désormais, leur modèle est obsolète et controversé.

En effet, l'exigence de la bourse vis-à-vis de leur rentabilité annuelle fait que les hypermarchés et supermarchés rognent sur leurs coûts et augmentent leurs prix.

Les grandes et moyennes surfaces sont piégées par un marché de plus en plus exigeant en termes de marge et de profits.

Certaines enseignes ayant été au bout de tout ce qu'il est possible de faire pour faire du bénéfice préfèrent déposer le bilan plutôt que d'oser baisser les prix de leurs biens et de leurs services.

Nous arrivons là aux limites du système.

En fabriquant dans des pays pauvres et sans respect de l'environnement les multinationales dictent leurs lois du marché aux états pauvres et aux états riches.

Les classes moyennes du monde entier achetant trop cher des produits payés à des gens dont le salaire est indécent.

La troisième menace de cette dictature ultra-libérale est que les attentes du peuple, par le biais des votes des citoyens, ne soient plus audibles par l'élite politique. Elite ayant fait le choix d'obéir à la Finance plutôt qu'aux électeurs.

Le plan des élites mondiales est tellement encré que les référendums qui vont à l'encontre de ce système ne sont pas appliqués. Il suffit de voir le référendum français de 2005 ou celui du Brexit qui traîne en longueur.

Un autre exemple est l'influence du patronat sur la venue de millions d'étrangers en Europe pour faire baisser le coût de la main d'œuvre. Tout ceci au détriment de la stabilité des états concernés par des problèmes d'assimilation par exemple.

Nous voyons donc que l'ultralibéralisme n'a pas les mêmes objectifs que les nations et les peuples.

Nous sommes donc amenés à penser que cette élite ultra-libérale souhaite placer à des postes de responsabilités, des personnes qui vont dans son sens. Les dirigeants qui ne vont pas dans son sens sont soit rejetés soit exclus.

La société ultra-libérale veut des gens soumis, qui ne réfléchissent plus à leur condition, qui consomment, qui obéissent et qui suivent ce qu'on leur dit de faire ou de ne pas faire.

Et cette société détruit tout ce qui de près ou de loin peut offrir une résistance au modèle.

Par exemple, la nation, la famille, les valeurs et les notions de genre. Nos politiques appliquent à la lettre le programme des élites financières pour qu'aucune résistance ne soit possible. On divise pour mieux régner.

Même le langage est perverti dans notre société. Le mot « réforme » est en réalité une régression. Travailler jusqu'à 67 ans devient une bonne chose. Payer toujours plus de taxe est bon pour la planète alors que concrètement nous n'avons pas d'alternatives à ces taxes.

Nos politiques nous vendent des mots pour répondre à de vrais maux qu'ils n'ont pas l'intention de résoudre.

Si vous prenez la GPA, par exemple, n'est-elle pas la possibilité d'exploser le modèle familial traditionnel le tout sous couvert d'égalité entre les couples hétérosexuels et homosexuels ?

La réalité est que moins une société à de résistances plus on peut lui imposer un modèle quel qu'il soit.

Les Français constatent jour après jour que la nation est diluée dans l'Europe. Que les Français dits de souches sont proportionnellement de moins en moins nombreux sur le territoire. Que le socle religieux judéo-chrétien est de moins en moins la norme. Et s'il fallait faire une liste exhaustive de tout ce qui va à l'encontre du bon sens, des traditions et d'une certaine cohésion des français les uns avec les autres, la liste serait très longue.

Un autre exemple : nous constatons pour la première fois que le QI des nouvelles générations est inférieur à celui de la

génération précédente. Aussi, quel est le but non avoué de nos élites ?

Pourquoi le niveau du baccalauréat actuel est-il moins élevé que celui du certificat d'études des années 60 ?

Ils ne nous le diront jamais !

Mais nous pouvons penser à l'heure où j'écris ce livre que l'élite ne souhaite qu'une chose à savoir que le peuple reste en bas et que l'élite se maintienne en haut.

La taxation sur la fortune des biens immobiliers, l'accentuation de la taxe foncière et non plus des valeurs mobilières (actions...) en est une preuve.

Les nouvelles générations doivent, selon l'élite, rester dans leur classe d'origine et ne pas monter. Un peu comme en Inde avec les castes.

Vu de certains pays, prenons par exemple la Russie ou certains pays arabes, notre modèle européen s'apparente, à leurs yeux, à un modèle décadent sur sa forme.

Ce qui n'est pas totalement faux. Sur le fond, la loi du marché est hélas la même partout.

Les États-Unis sont plus nuancés car les Républicains ne cèdent rien à leurs valeurs traditionnelles. Les Démocrates, eux, sont influencés par les marchés. Ils ne rêvent que d'une chose, c'est d'appliquer cette forme de décadence dite « à l'Européenne » afin d'imposer, comme en Chine et comme en Europe, ce modèle de démocrature ou l'ultralibéralisme est roi.

Ainsi, un peuple sans repère de sexualité, sans valeur, sans notions d'unité nationale, sans notion de famille, sans unité religieuse et sans unité ethnique est un peuple qui ne peut plus résister et qui peut être soumis aux seuls lois du marché.

C'est une bien triste réalité.

D'ailleurs, nos élites qui dirigent ce monde et qui ventent ce système dit progressiste où les valeurs sont inversées sont les premières à avoir des familles structurées, traditionnelles, et sans aucun mélange ni de classe, ni de religions, ni d'ethnies.

Cet archétype des valeurs traditionnelles des élites va étrangement à l'encontre des valeurs qu'ils prônent pour les autres.

Une société de ce type est bien plus facile à contrôler pour eux. Comme j'aime à redire cette citation : «Ils voulaient changer de gouvernement alors, ils changèrent de peuple».

Nous devons combattre ce qui va à l'encontre de l'unité des nations, des familles, des genres, des peuples pour retrouver une force.

Nos peuples sans être extrêmes et fascistes doivent reprendre le pouvoir sur les marchés et non l'inverse. Nos Hommes politiques doivent cesser d'être les tapis brosses des multimilliardaires. Ils sont élus pour Nous et par Nous et pas par les dirigeants des cinq cent plus grosses entreprises du monde.

Au niveau des dettes publiques, il nous faut redevenir maître de l'émission de celles-ci et supprimer la mainmise de la sphère privée qui nous impose ses vues sur la façon dont le pays doit être dirigé.

Le FMI sait très bien imposer des politiques inhumaines pour faire rembourser des dettes aux Etats. Nous devons nous émanciper de ce type d'organisme et de tout ce qui nuit à l'indépendance des nations et des Hommes politiques.

La menace de l'Empire chinois

La troisième menace que nous aborderons, sachant que les menaces ne sont pas spécialement classées par ordre d'importance, est l'hégémonie de la Chine ou plutôt du « futur » Empire chinois.

Nous aurions pu parler de l'Empire américain. Mais le fait d'avoir abordé l'ultralibéralisme constitue en quelque sorte une façon parallèle d'en parler.

Les États-Unis ou le modèle ultra-libéral ou encore le capitalisme, ne sont-ils pas fondamentalement américains à la base ?

Mais revenons plutôt à la Chine. Dans les années 60, le Japon a eu une croissance économique phénoménale. Mais, de par son poids démographique et de par sa taille géographique, le Japon ne constitue pas un Empire. Il en a été de même pour les dragons : Corée du Sud, Taiwan, Singapour et Hong Kong, qui ont connu un développement similaire au Japon mais dont le poids économique et démographique est relativement faible par rapport au PIB mondial.

Le modèle de développement chinois est forcément basé sur le Confucianisme et sur des valeurs asiatiques. Il est également basé sur les exportations de biens à faible coût à l'origine. Jusqu'ici rien d'extraordinaire par rapport au modèle de développement des autres pays asiatiques de type dragons et tigres sauf que la Chine c'est 1,4 milliards d'habitants.

L'Inde alors, qui a quasiment le même nombre d'habitants, ne semble pas constituer une menace pour le monde. Pourquoi ?

Tout simplement parce que l'Inde est une démocratie et que son modèle de développement est plus serein et tranquille. Le monde ne tremble pas devant l'Inde alors qu'il se plie en quatre lorsque par exemple un chef d'État reçoit le président chinois Xi.

Le fait d'aborder le sujet de la Chine et non celui des Chinois est délibéré. Les Chinois ont des valeurs asiatiques remarquables et admirables de par leur histoire, mais aussi, de par leurs influences philosophiques confucéennes et religieuses comme le taoïsme et le bouddhisme.

Ces mêmes valeurs qui ont inondés le sud-est asiatique tels que le respect de la famille, le sens du collectif, le sens de l'effort ou encore le respect des anciens.

La Chine après avoir choisi le modèle communiste a su remonter la pente.

Les valeurs Asiatiques ont supplanté le modèle communiste qui reste bien présent dans l'organisation de la société. La Chine de 1979 et la Chine de 2019 n'ont plus rien à voir !

Sans vouloir faire un cours de géopolitique ou d'histoire, nous sommes passés d'un pays qui roulait à vélo et dont la population majoritairement ne mangeait pas à sa faim à un pays qui envoie des modules lunaires dans l'espace et dont les restaurants ont des robots serveurs. Les grandes villes Chinoises n'ont rien à envier aux mégalo-poles ou aux métropoles occidentales. La Chine a su sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté. C'est du jamais vu dans l'histoire de l'humanité en si peu de temps. L'Occident a mis deux cent ans pour faire ce que la Chine a fait en quarante ans. C'est un succès !

Si nous comparons le PIB en parité pouvoir d'achat c'est-à-dire à valeur de change identique, le PIB chinois dépasse celui de l'Union européenne ou celui des États-Unis.

Le seul domaine où les États-Unis dominent encore mais jusqu'à quand ce sont les dépenses militaires en milliards de dollars. La Chine est passée d'un statut de pays peuplé à celui d'un pays dominant et incontournable.

Si vous réunissez un G7 ou G8 sans inviter une puissance comme la Chine cela revient à ne décider que très partiellement de l'avenir du monde.

Son absence dans ce type de sommet de par son poids se fait cruellement sentir désormais. Il n'en était rien, il y a encore vingt ans !

Alors cette montée en puissance à priori est réjouissante me diriez-vous !

A priori oui ! Le développement de la Chine n'obéit pas aux simples valeurs asiatiques comme en leur temps le Japon, la Corée du Sud, et les autres dragons et tigres asiatiques.

Le modèle chinois est basé à la fois sur le nationalisme, sur une philosophie asiatique et sur un communisme de marché aidé désormais par les nouvelles technologies.

Il s'agit là d'une hydre à plusieurs têtes. Hydre qui s'adapte à tout et en tout temps désormais.

En ce qui concerne sa stratégie de développement, l'Empire du Milieu comme on l'appelle aussi, utilise de plus en plus l'intelligence artificielle pour la gestion de sa

population et pour la vie quotidienne de ses habitants.

Comme nous le savons tous désormais la Chine a gagné sa place sur la scène internationale et a gagné sa respectabilité sans devoir se battre au sens militaire du terme.

Elle a utilisé et elle utilisera encore la stratégie du jeu de Go ou la philosophie chinoise qui consiste à vaincre sans combattre l'adversaire où à l'entourer pour mieux l'étouffer.

Nous pouvons désigner cela comme un hard power acquis avec du soft power : à savoir, l'influence.

En Afrique, la Chine est incontournable. En Europe, les entreprises chinoises s'arrogent de plus en plus de parts de marchés et de plus en plus d'investissements directs à l'étranger (IDE) au sein de nos entreprises.

Le manque de réciprocité que dénonce à juste titre le Président Trump, pour les importations ou pour les investissements en Chine, existe bel et bien à l'échelle mondiale.

Il suffit de voir les entreprises étrangères en Chine qui ne sont ni plus ni moins que des joint-ventures à capitaux majoritairement chinois.

Aussi, les investissements stratégiques à l'étranger, la future route de la soie, la politique spatiale et militaire, sont des exemples flagrants de son ambition mondiale.

Même la Russie admire la Chine. Sur le plan militaire la Chine s'intéresse à l'espace et à déjà des projets d'hommes sur la Lune.

Alors me direz-vous, pourquoi cette méfiance envers un pays qui a cinq mille ans d'histoire, qui se développe si bien et qui offre un contrepoids à la toute-puissance de l'empire américain ?

Tout simplement parce que cette ambition chinoise est basée sur une mauvaise raison.

La Chine du temps des comptoirs à Shanghai a été humiliée par l'Occident. Un peu, si j'ose la comparaison, comme les Noirs du temps de l'esclavage, qui aujourd'hui, à juste titre, n'acceptent plus cette domination des blancs.

La Chine qui du temps de Louis XIV brillait et rayonnait sur le monde, ce pays à la civilisation très ancienne et très riche n'accepte plus de se faire dicter sa loi par les autres. Aussi, ce grand pays ne dira jamais ouvertement aux autres nations qu'il veut une revanche sur le monde. Nous avons là un pays stratège et secret qui agit avec des plans décennaux.

Aujourd'hui en Chine nous avons donc une hybridation entre une philosophie chinoise, une économie de marché, un pays 2.0, un pays communiste et un pays nationaliste. Et justement, c'est ce qui fait peur !

Avec ce modèle hybride, nous sommes certains que cette nation ira jusqu'au bout pour dominer le monde de gré ou de force afin de reprendre la première place comme avant.

Nous devons vivre dans un monde multipolaire et non dans un monde soumis aux États-Unis ou à la Chine seulement.

Les grandes puissances mondiales doivent s'unir pour éviter que le centre des décisions du monde ne se retrouve à Shanghai.

Que resterait-il de nos ressources, de nos libertés, de notre droit d'exister si demain la Chine se comporte comme un empire encore pire que celui des États-Unis ?

Les chinois sont nos amis mais les leaders chinois le sont-ils ? Ne suffit-il pas de regarder ce qui se passe à Hong-Kong pour voir à quel point les libertés de cette ville sont menacés malgré les promesses de 1997 à savoir « un état et deux systèmes ».

Nous devons nous unir pour contrecarrer ce futur empire afin que la Chine reste ce qu'elle doit rester : un pôle mondial.

Les solutions que nous pouvons recommander aux principales puissances pour contrebalancer cette hégémonie de l'Empire du milieu sont :

- Demander la réciprocité dans les échanges commerciaux.
- Pour les produits ne respectant pas les critères environnementaux et sociaux occidentaux, établir des taxes à l'importation.
- Avoir une politique spatiale Européenne afin de garantir notre sécurité.
- Accroître le rapprochement entre les Etats-Unis et l'Europe pour faire face démographiquement et économiquement au géant asiatique.
- Interdire le rachat des terres agricoles françaises et européennes par des puissances étrangères.
- Interdire le rachat d'entreprises agro-alimentaires par des sociétés extra-européennes.
- Construire un réseau 5G occidental.
- Interdire le rachat de la dette publique française et européenne par la Banque Centrale chinoise.

- Développer un arsenal naval européen pour défendre nos intérêts.
- Investir dans l'IA et les supers calculateurs.
- Interdire à la Chine le rachat d'entreprises européennes si cette dernière n'autorise pas le rachat d'entreprises chinoises (réciprocité).
- Fusionner les multinationales occidentales afin de créer des géants mondiaux puissants.

La menace Néo-Nazi

La quatrième menace qui nous concerne est un possible retour du nazisme dans les années à venir.

En 1933, le parti nazi, accompagné de son lot d'intolérance est arrivé au pouvoir en Allemagne.

L'humiliation de la Première Guerre mondiale ainsi que d'autres causes ont permis de les mettre au pouvoir. Nous connaissons la suite !

Dans les années 90, certains serbes ont été coupables de crimes contre l'humanité avec le nettoyage ethnique.

La cause est une guerre de religion en Ex-Yougoslavie. Et quelque part, il s'agissait bien d'un ultranationalisme qui excluait les autres.

La même chose a eu lieu au Rwanda dans les années 90.

En 2019, nous constatons que des Sud-Africains déciment des étrangers noirs ainsi que des blancs d'Afrique du Sud pour des raisons de soi-disant pauvreté.

Je ne suis pas expert en histoire du nazisme et du racisme. Mais à priori, il ne faut pas être un expert pour dire que les pires extrêmes risquent de monter si les problèmes des citoyens notamment européens ne sont pas réglés en temps et en heures.

En effet, la hausse vertigineuse de la population africaine et orientale en Europe dû à une immigration non maîtrisée ainsi qu'à une très mauvaise répartition des richesses dans le monde et à des raisons climatiques

risquent tôt ou tard de crisper la population autochtone d'Europe.

Si vous prenez l'Afrique du Sud en 2019, les sud-africains reprochent aux étrangers de leur prendre leur travail. Il en résulte des massacres au quotidien.

Si vous prenez l'île de Mayotte, les électeurs aux élections européennes ont voté à 45 % pour le Rassemblement National parce que l'immigration Comorienne est non maîtrisée.

Bien entendu, loin de moi l'idée de comparer Rassemblement National et nazisme, mais qu'advierait-il si les problèmes des mahorais devaient empirer ? Des violences ?

En Europe, nous risquons d'arriver à des affrontements. Et dans le pire des cas, cela amènerait au pouvoir non pas un « simple parti » de type « Rassemblement National » mais un parti de type néonazi qui exclurait toutes les populations différentes du peuple autochtone de base.

Nous risquons aussi des comportements de type attaques d'étrangers comme en Afrique du Sud.

Soit, un probable retour aux pires années de l'Europe avec à la clé une possible guerre.

C'est là le gros défi européen et mondial que de résoudre les problèmes des citoyens. Les intérêts des multinationales sont secondaires quand un si grand danger pour les peuples peut de nouveau se présenter.

Nos Hommes politiques actuels sont constamment en train de se plaindre de la montée des extrêmes.

Ils communiquent énormément mais ne résolvent pas les problèmes des gens pour autant. Pire, ils accroissent les causes qui pourraient provoquer le retour de l'impensable.

Les étrangers ne sont pas les ennemis des Européens et des peuples. Ce sont les élites incompetentes qui sont nos réelles ennemies.

La menace islamiste

La cinquième grande menace qui nous guette est l'intégrisme islamique. Quand je dis nous, je veux dire l'Occident dans son ensemble, l'Afrique, une partie de l'Asie et une petite partie de l'Amérique centrale et du Sud.

Ces quelques lignes que j'écris aujourd'hui, peut-être que dans le futur, il me sera impossible de les diffuser dans certains pays occidentaux.

Pour commencer remettons les choses à leur place. En France, toutes les grandes religions ont leur place, d'autant plus que nous sommes dans un pays dit laïc. Même les personnes qui ne croient pas ont la liberté de ne pas croire. Cette laïcité très française offre une base fondamentale de la cohésion nationale.

La Laïcité est un modèle pour de nombreux pays dans le monde. Une personne a dit « Les idées ont des conséquences » et cette citation à du sens.

Elle résume bien les excès possibles de toutes les religions ou de toute idéologie.

Le catholicisme intégriste dans une société majoritairement catholique respectera à la lettre ou presque les paroles bibliques au risque de vouloir imposer aux politiques un dogme comme ce fut le cas avant 1905. Avec des restrictions à l'époque sur les libertés de la population du pays par la pression du clergé et des rois. A une autre époque, les nazis pensaient que la race pure était arienne et que seul ce peuple devait dominer les autres.

Nous avons vu le résultat : des millions de juifs, d'homosexuels, de tziganes et d'opposants politiques exterminés.

Il y a quelques siècles dans le monde arabe et en Europe, l'idéologie dominante était que les noirs d'Afrique n'étaient pas considérés comme l'égal des blancs. La traite négrière en Amérique en fut une des conséquences. Une partie du peuple africain fut humiliée, déplacée et déshonorée.

Nous le constatons donc, les idéologies ont des conséquences et pas des moindres. Alors pourquoi parler de l'intégrisme islamique ?

L'islam comme toutes les religions édicte des fondements, des bases et des comportements à avoir en société. Selon les pratiques, la pratique religieuse implique des comportements qui ont plus ou moins de conséquences dans la vie publique et qui ont également des conséquences politiques en général.

Il y a cinquante ans, l'Europe, les États-Unis, l'Australie et le Canada avait une très faible présence musulmane sur leurs terres.

Prenons le cas de la France. La métropole était majoritairement catholique ou athée, les autres religions étant largement minoritaires.

La France contrairement à d'autres pays d'Europe avait colonisé beaucoup de pays majoritairement musulmans. Ce point-là est à souligner ce qui n'est pas le cas de la Suède, de l'Allemagne, de la Suisse, de la Norvège et de bien d'autres pays qui n'ont pas forcément colonisé de pays.

Dans les années 70, nos industrielles, pour répondre à la croissance des trente glorieuses, c'est-à-dire les trente années de croissance économique d'après-guerre, ont fait venir beaucoup de travailleurs Maghrébins et Africains.

Cette population essentiellement masculine, renvoyait au pays d'origine des milliards de francs pour assurer la subsistance de la femme, des éventuels enfants et de la famille dans son ensemble.

Au cours du mandat du Président Valéry Giscard d'Estaing, son gouvernement décida de voter une loi favorisant le regroupement familial afin d'empêcher à des milliards de francs de sortir du pays.

Cette loi permis à cette population immigrée de faire venir femmes et parfois enfants en France.

Au début des années 80, la présence des musulmans en France se limitait à la banlieue parisienne, à des villes comme Marseille, Saint-Etienne, ou à la banlieue lyonnaise et plus généralement aux villes industrielles. Les femmes de culture musulmane de l'époque vivaient à l'occidentale avec les cheveux lâchés, les hommes de culture musulmane n'étaient pas spécialement barbus, la viande halal n'existait pas. Les gens vivaient ensemble, il n'y avait pas de communauté religieuse ou de communauté ethnique. Les gens se mélangeaient et ne se regardaient pas en chien de faïence.

Je me souviens de match de foot entre fils et petits-fils d'immigrés italiens, espagnols, africains, maghrébins et français de souches : il n'y avait pas de différences.

Toujours dans les années 80, la population africaine et maghrébine explosa notamment suite au regroupement familial mais aussi parce que les femmes africaines d'origine font statistiquement plus d'enfants que les femmes européennes de souche.

Le Président François Mitterrand pour assimiler cette population nouvelle comme ce fut le cas avec les précédentes vagues migratoires polonaises, espagnoles, italiennes, portugaises, arméniennes et vietnamiennes, décida d'octroyer le droit du sol aux enfants nés en France.

La population qui était immigrée à l'époque au fur et à mesure du temps devint française. On ne parlait plus alors des étrangers mais des Français d'origine étrangère ou tout simplement des Français.

En 1989, vingt ans après la révolution islamique d'Iran, la France connut une affaire de voile islamique à l'école.

Dès les années 2000, le voile islamique chez les Françaises de confession musulmane commença à se répandre sur l'ensemble du territoire national.

Même certaines femmes non pratiquantes ou peu pratiquantes portèrent le voile du jour au lendemain.

La force du nombre grandissant de musulmans en France et l'influence de l'islam radical dans nos quartiers donnèrent de plus en plus d'assurance aux français musulmans, aux étrangers musulmans ainsi qu'à leur partie la plus intégriste dans certaines banlieues ou villes de France.

A Saint-Denis et à Marseille, il existe par exemple des boutiques de voiles pour les petites filles âgées de quatre ans et plus.

Dans certaines communes, des listes électorales communautaires ont vu le jour aux élections européennes en ayant pour but

sous-jacent d'instaurer comme loi, la loi de la charia.

Aussi, dans certains quartiers, les femmes habillées en jupes ou non voilées, se font souvent agresser ou harceler et un certain rejet de tout ce qui n'est pas musulman dans l'apparence ou dans le comportement se fait jour.

Certains garçons non musulmans ne se douchent plus nus après les matchs de football par peur de la pression du groupe.

Une pression invisible mais palpable domine de nombreux territoires français où les principes républicains ne s'appliquent plus.

Je passe évidemment les années 2000 où il a fallu réglementer en France le port du voile intégral : autre tenue dite islamique.

Certaines personnes de la communauté musulmane affirment que le voile est une liberté. Mais les femmes ont-elles le droit de se balader sans voile dans certains pays comme l'Arabie Saoudite ou l'Iran en 2019 ?

Comme l'a dit l'ancien ministre Azouz Begag la proportion de musulmans en France avoisine les 20 % de la population.

La proportion de musulmans dans les années à venir pourrait augmenter tout simplement parce que la France accueille, en immigrants, l'équivalent de la ville de Bordeaux, tous les ans.

Les immigrants et réfugiés d'une manière générale font plus d'enfants que la population dite autochtone.

Et les français musulmans font plus d'enfants que la moyenne des françaises dites de souches ou d'origine européenne. A l'exception des familles catholiques pratiquantes qui font aussi beaucoup d'enfants.

Alors pourquoi parler de l'Islam radical et des immigrants comme si il s'agissait de l'alpha et de l'oméga de la politique française et mondiale.

Tout simplement parce qu'avec le temps, la proportion grandissante des musulmans dans la société fait que, petit à petit, les musulmans modérés risquent comme en 1933 de laisser

la partie la plus fanatique d'entre eux prendre localement, et un jour nationalement, les rennes du pouvoir.

Les musulmans ne sont pas mis en cause, mais laisser faire les extrémistes est un problème pour l'ensemble de la société française.

Contrairement à certains Hommes politiques qui ont la mémoire courte, il ne s'agit pas de stigmatiser une partie de la population, même importante.

On ne peut pas les faire venir en masse puis les rejeter en masse, c'est irresponsable. Cela nuit à la cohésion nationale et c'est même un manque total d'intelligence.

N'oublions pas que si certains musulmans sont chez nous, et maintenant chez eux aussi, c'est parce qu'en son temps l'élite les a voulu en France.

Paradoxalement, cette même élite prône un accueil des étrangers mais cette dernière ne se mélange pas. Pire, elle se complaît dans son propre milieu.

Aussi, avec un tel rythme de croissance des musulmans dans la population en général, nous pouvons nous poser la question de la dissolution de la nation française et des nations européennes, sous leurs formes actuelles, par le biais de cette politique d'immigration.

Hong-Kong ne dénonce-t-il pas l'immigration étrangère voulue par Pékin pour casser la résistance Hong-Kongaise et dissoudre le peuple.

Cette proportion grandissante de musulmans de France n'est pas un danger si cette population est modérée et respectueuse des autres.

Hors en France, les statistiques sont claires : 30 % des français musulmans mettent la charia avant la loi de la République. C'est beaucoup trop. Chez les étrangers musulmans vivants en France le pourcentage est supérieur.

En Russie, la proportion de musulmans est située entre 15 à 20 % de la population du pays.

La Russie va très bien car l'État impose ses règles à tous. Tout le monde ou presque dans ce pays respecte l'État.

En France, de plus en plus de personnes revendiquent l'appartenance à un pays étranger. L'intégration est totalement en panne. La faute est due à trop d'immigration. Nous le constatons au cours des matchs de footbolls impliquant l'Algérie, la Turquie ou l'Albanie... Les jeunes français d'origine étrangère rejettent leur propre pays pour un pays d'origine qu'ils ne connaissent pas ou peu.

En 2019, beaucoup d'émeutes et d'attaques aux couteaux ont été répertoriés. Les agressions gratuites contre des Français de souche se sont multipliées. Ne parlons même pas des attentats ou de la pression sociale qui s'exerce à tous les niveaux de la société.

Alors que faire pour que la France redevienne un pays laïc ?

Que faire pour que la sécurité redevienne une réalité ?

Que faire pour que les musulmans modérés puissent choisir de vivre dans le modèle républicain ?

Que faire pour que les juifs puissent se balader sans peur et ne plus quitter la France ?

Que faire pour que les femmes puissent se balader à nouveau en jupe dans certaines villes ?

En gros, que faire pour que les gens puissent redevenir libres ?

Je ne pense pas que de rejeter les musulmans soit la solution. Notre pays doit être un État uni mais surtout un État fort.

Cela passe par l'application réelle des peines prévues par les codes.

Cela passe paradoxalement par une redistribution des richesses. La ghettoïsation et la pauvreté dans certains quartiers favorisent la prise en mains de certaines personnes par des intégristes.

Cela passe par un arrêt des aides sociales aux étrangers n'ayant jamais cotisé.

Cela passe aussi par un arrêt net de l'immigration légale et clandestine en remettant en place les frontières nationales et européennes. Nous savons très bien que Frontex ne remplit pas ses fonctions.

Nous devons supprimer le droit du sol et mettre en place un permis de travail à durée déterminée comme en Australie.

La France doit également favoriser une politique nataliste afin de freiner cette demande patronale en immigrés comme ce fut le cas en Allemagne avec les réfugiés syriens. Et sur un plan européen, l'Europe doit également encourager la natalité pour renouveler sa population sans passer par l'immigration. Il ne faut pas non plus oublier le paramètre environnemental et donc la natalité doit être encadrée.

Enfin, nous devons retirer de la constitution le regroupement familial ainsi que la possibilité de bénéficier de la double nationalité.

Les musulmans de France doivent vivre comme bon leur semble et non pas comme

l'Arabie Saoudite, les Frères musulmans, le Qatar ou d'autres l'exigent.

Les imans étrangers extrémistes doivent quitter la France.

En ce qui concerne les autres imams radicaux, ils doivent quitter leur fonction et rendre compte de leurs actes auprès de la Justice.

La France doit rester un pays laïc, autrement, nous irons vers une libanisation ou une yougoslavisisation du pays qui arriverait très vite.

Les divers attentats et les mini révolutions de quartiers n'en sont que les prémices.

Dans le futur, le pays ne peut pas se permettre le luxe, à la vue d'une démographie croissante des musulmans en France, de devenir lentement mais sûrement une République islamique avec la charia comme fondement.

Quid dans ce cas-là des Juifs, des catholiques, des bouddhistes, des athées et des LGBT.

La tolérance que permet la laïcité et les libertés républicaines ne doivent pas être utilisées comme tremplin à l'arrivée

progressive d'une République islamique. Ne soyons pas naïfs !

Les personnes comme Georges Soros qui encouragent le port du burkini dans nos piscines doivent clairement être désignés comme les ennemis de la laïcité. Ce sont des ennemis du modèle républicain français.

Le Qatar et l'Arabie Saoudite qui financent les mosquées Salafistes sont aussi des ennemis du modèle républicain français.

La France a le choix. Agir, changer rapidement ou alors glisser vers une politique islamique puis vers la charia.

Le risque qui en découlerait serait le début d'une guerre civile dû au manque d'anticipation et de gestion du phénomène.

Il ne s'agit pas comme en Chine de réprimer les gens pour ce qu'ils croient. Il s'agit de restaurer un modèle où tout le monde à sa place dans le respect de tous et dans la durée.

Aussi, en France, les religions majoritaires ou minoritaires ne doivent en aucun cas imposer leur modèle religieux aux autres citoyens.

Notre liberté est à ce prix.

La 6ème menace
qui guette notre planète est
la menace cybernétique
ou
la menace robotique.

Plusieurs films d'anticipation comme « Terminator » comme « I-robot » ou encore la série « Caprica » qui précède la série « Battlestar Galactica » nous montrent que la robotique non maîtrisée peut-être un danger grave pour l'humanité dans son ensemble.

Les algorithmes et l'IA gèrent de plus en plus des pans entiers de notre vie quotidienne.

Les prévisions météorologiques, la reconnaissance faciale, les ordres de bourse, l'aide à la décision militaire et politique, la détection de comportements suspects, bref cette intelligence artificielle nous rend actuellement service. Elle semble plutôt positive.

Cependant, si les données privées, les données publiques, comme je le disais dans le chapitre de l'ultralibéralisme, commencent à être utilisées à des fins de surveillance, nous pouvons émettre des doutes sur les bienfaits de cette robotique.

Au Japon, en Chine et en Allemagne, certains robots rendent service dans : les maisons médicalisées, les hôpitaux, les restaurants, les offices du tourisme, la fabrication de biens à grande échelle et dans bien d'autres utilisations.

La productivité en est décuplée.

Demain, ce monde robotisé supprimera énormément d'emplois et nous aurons une population mondiale à priori en surnombre et inactive, de ce fait. Seuls les métiers dits intellectuels résisteront à cette déferlante robotique.

Le grand risque dans les vingt prochaines années est que cette intelligence artificielle devienne complètement autonome. Qu'elle nous assiste telles les enceintes connectées de Google ou d'Amazon et qu'elle devienne indispensable comme l'est le smartphone aujourd'hui.

Qu'advierait-il si un jour les robots devenaient autonomes. S'ils prenaient des décisions qui iraient à l'encontre de leurs créateurs. Il ne s'agit pas d'une chimère mais bien d'une menace réelle.

Avec tous les risques que cela comporte, aucune entité dite intelligente ou très intelligente ne prendrait de décision allant à l'encontre de son propre intérêt ou de sa mission.

Prenons l'exemple du film de Stanley Kubrick « 2001 l'Odyssée de l'espace ». HAL, l'ordinateur centrale de la station spatiale, programmé pour une mission, ne comprends pas une décision de l'équipage du vaisseau spatial et de ce fait HAL prend la décision de tuer l'équipage de ce même vaisseau. Il interprète le comportement du spationaute David Bowman comme un manquement à sa mission et il tente également de l'éliminer.

Le fait que HAL ne soit pas au courant de l'objectif de la mission le rend paranoïaque. Il pense qu'on lui en veut et donc « disjoncte ».

Demain, des intelligences artificielles ultra puissantes pourraient prendre la main sur des décisions humaines au risque de menacer l'humanité.

Il y a une certaine urgence à encadrer le risque cybernétique pour éviter que tous les scénarios de films d'anticipation ne se réalisent.

Le Progrès n'est un progrès que s'il accompagne la vie. Il ne s'agit plus d'un progrès si il la détruit.

CONCLUSION

Ces six menaces peuvent se cumuler et avoir un effet domino les unes sur les autres. Nous serions alors dans un monde invivable pour quatre-vingt-dix pourcent de l'humanité.

Ce monde dans lequel nous vivrions, si rien n'est fait, pourrait être le suivant :

Températures extrêmes, monde sans ressources, sans énergies, surpeuplé, pollué, avec des réfugiés climatiques et économiques de partout, ultra-surveillé, ultra robotisé, avec un dogme ultra-libéral dominant et dans les mains d'une Chine surpuissante.

L'Europe, ou ce qu'il en resterait, serait en proie aux guerres de religions, partagée entre l'islam radical, le néonazisme et l'influence de puissances extérieures comme la Russie ou l'Arabie Saoudite par exemple.

Sans parler du risque d'effondrement général qui guetterait rapidement l'humanité. La multiplication des menaces simultanées feraient courir le risque d'un chaos généralisé.

Il faut réagir vivement et fortement à toutes ces menaces pour offrir un monde viable pour nous et pour nos descendants.

Agissons maintenant et avant qu'il ne soit trop tard !

Ecriture achevée

A Perpignan, le 4 novembre 2019

Dépôt légal : Novembre 2019

Auteur : Adam Semeur